



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO PROVINCE DE LA TSHOPO

**Université de
Kisangani**



**Assemblée Provinciale
3^{ème} législature**



Exposé oral

L'Afrique face aux recompositions globales : Trajectoires, enjeux et conditions d'une autonomie stratégique de transformation

Jupson DJEZE ZONGA, Chercheur en Philosophie Morale et du Droit (D.E.S. / Doctorant) à l'Université de Kisangani (UNIKIS, RDC) et Chercheur affilié à la Chaire UNESCO « Éducation et Développement Durable » (Mali). Il est Député Provincial et Questeur de l'Assemblée Provinciale de la Tshopo (RDC).

✉ Email : jdjeze@gmail.com . Tel : +243 976115235

**Monsieur le Président du Séminaire,
Honorables Représentants,
Chers Professeurs et Collègues,**

C'est à la fois un honneur et un devoir scientifique et parlementaire de prendre la parole devant cette tribune, ici en Italie, au cœur de la région de Rome. Ma présence à cette **dixième édition du Séminaire International sur les Politiques Publiques de la Résilience et au-delà** répond à une double exigence :

1. **Celle du chercheur**, soucieux d'apporter une contribution doctrinale à la science et d'éveiller les consciences.
2. **Celle de l'élu du peuple**, déterminé à porter haut la voix de **la République Démocratique du Congo et de la Province de la Tshopo**.

Notre propos s'inscrit au cœur d'un enjeu global majeur, en parfaite résonance avec le thème de nos assises. C'est avec un profond sens des responsabilités que je soumets à votre réflexion une contribution touchant au destin même du continent africain, **en cette ère féconde qui nous donne tant à penser**.

Alors que les secousses géopolitiques mondiales redessinent la carte des puissances, que la compétition féroce autour des minerais stratégiques fait de nos sous-sols le théâtre d'un néo-impérialisme économique, et que la fragmentation des échanges fragilise les bases mêmes de nos États, une conviction fondamentale s'impose à nous : **l'Afrique ne peut plus se contenter d'être un réservoir passif des crises du monde**.

Il est temps de dépasser le cadre conceptuel limité à la **simple résilience** notion que **nous estimons** être souvent synonyme d'**endurance passive de la souffrance** et de consommation indéfinie des chocs exogènes, pour opérer une **transition doctrinale majeure** : celle qui nous mène vers une **autonomie stratégique de transformation**.

Cette autonomie stratégique ne s'invente pas dans **des idées théoriques**, ni dans **des prières répétées matin, midi et soir**. Elle se fonde sur **quatre piliers cardinaux**

1. La souveraineté productive et industrielle ;
2. La souveraineté financière et monétaire ;
3. La souveraineté cognitive et numérique ;

4. Et une architecture de sécurité intégrée.

À travers cette communication intitulée « **L’Afrique face aux recompositions globales : Trajectoires, enjeux et conditions d’une autonomie stratégique de transformation** », notre ambition est de démontrer comment le continent africain peut enfin convertir ses potentialités en dividendes réelles pour ses populations.

Loin de moi l'idée de prôner le rejet des partenariats constructifs que nous entretenons avec les continents frères des collaborations fructueuses qui expliquent d'ailleurs, en partie, notre présence parmi vous aujourd'hui. Il ne s'agit nullement d'une posture de repli, encore moins d'un sentiment d'hostilité envers le reste du monde. Il s'agit tout simplement d'une **indispensable révolution des consciences**. Un appel lucide à bâtir, ensemble et en toute responsabilité, **l'autonomie stratégique de l'Afrique de demain**.

Pour vous en présenter la substance, mon exposé s'articulera autour de trois grands temps forts :

- **Premièrement** : Un diagnostic stratégique sans complaisance de nos vulnérabilités structurelles ;
- **Deuxièmement** : La présentation des axes d'actions politiques et législatifs pour convertir nos potentialités en capacités réelles ;
- **Troisièmement** : Une feuille de route prospective d'impulsion pour nos politiques publiques.

I. DIAGNOSTIC STRATÉGIQUE ET DÉFIS STRUCTURELS : DÉCONSTRUIRE NOS VULNÉRABILITÉS

Pour bâtir l'avenir, posons d'abord un diagnostic sans complaisance sur trois freins majeurs :

D'abord, le piège de l'uniformité. Parler de « l'Afrique » au singulier est **une erreur méthodologique**. Nos réalités sont multiples : nations insulaires, pays enclavés, zones minières ou monétaires distinctes. L'unité continentale ne doit pas être une uniformité rigide, mais une gouvernance articulée entre nos États, nos Communautés Économiques Régionales et l'Union Africaine.

Ensuite, l'échange inégal et l'asphyxie financière. Nous continuons d'exporter nos ressources brutes pour réimporter des produits transformés à prix fort. C'est une hémorragie économique pire, malgré notre fort potentiel d'épargne, nous subissons une fuite massive de capitaux et des taux d'emprunt internationaux exagérés.

Enfin, la vulnérabilité numérique et cognitive. C'est la menace la plus hypocrite. Dépendre de serveurs extérieurs et adopter des modèles d'Intelligence Artificielle conçus hors de nos réalités, c'est abandonner les clés de notre souveraineté intellectuelle et stratégique.

II. AXES D'ACTION POLITIQUES ET LÉGISLATIFS : CONVERTIR LES POTENTIALITÉS EN CAPACITÉS

Face à ce diagnostic, quelle doit être l'action concrète des décideurs publics et des législateurs africains ? Elle se résume en une exigence, passer de la parole aux actes à travers quatre piliers fondamentaux :

Premier pilier : La souveraineté productive.

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine ne doit pas devenir un simple marché d'importation. Imposons par la loi la transformation locale d'au moins 30 % à 50 % de nos minerais stratégiques sous cinq ans, et bâtissons des chaînes de valeur continentales pour la fabrication de nos propres batteries électriques et la production agro-alimentaire.

Deuxième pilier : La souveraineté financière.

Pas d'indépendance politique sans autonomie financière ! Mettons fin au vente à perte fiscale et fléchons obligatoirement une part des réserves de nos banques centrales et fonds de pension vers nos banques de développement continentales.

Troisième pilier : La souveraineté scientifique et numérique.

Consacrons enfin 1 % de notre Produit Intérieur Brut (PIB) à la recherche universitaire. Adoptons des lois-cadres pour stocker nos données stratégiques sur notre sol et développer des intelligences artificielles ancrées dans nos langues et nos réalités.

Quatrième pilier : Une sécurité autonome.

Attachons systématiquement la paix au développement socio-économique et assurons le financement endogène de la Force Africaine en attente pour affranchir nos médiations de la décision autoritaire extérieur.

III. FEUILLE DE ROUTE D'IMPULSION ET SÉQUENÇAGE TEMPOREL

Pour concrétiser cette vision, nous proposons une séquence temporelle en trois étapes clés :

1. **D'ici 2028 : L'harmonisation normative.** Il faut mettre en convergence nos cadres juridiques, fiscaux, fonciers et miniers entre nos États et nos Communautés Économiques Régionales.
2. **De 2028 à 2032 : L'intégration industrielle.** Il s'agit d'opérationnaliser nos projets d'infrastructures et de structurer de vraies chaînes de valeur régionales grâce à la **Zone de Libre-Échange Continentale Africaine**.
3. **De 2032 à 2035 : La consolidation souveraine.** C'est l'étape où l'Afrique affirme sa souveraineté numérique, son autonomie financière et s'impose comme un pôle d'influence incontournable dans la gouvernance mondiale.

CONCLUSION ET APPEL À L'ACTION

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Chers Participants,

L'autonomie stratégique de l'Afrique ne naîtra pas des incantations, ni des seules déclarations diplomatiques. Elle exige une volonté politique ferme, traduite dans des politiques publiques audacieuses et des actes juridiques contraignants.

C'est ici que réside la responsabilité historique des parlements nationaux, des assemblées régionales, des décideurs publics et de toute la communauté scientifique réunie à ce séminaire. Il appartient aux représentants du peuple et aux chercheurs d'ériger les garde-fous

normatifs nécessaires pour protéger nos ressources, sauvegarder nos données et offrir à nos populations un avenir affranchi des logiques de vassalisation.

Je vous remercie pour votre attention.

Hon. Jupson DJEZE ZONGA

Député Provincial (RDC) & Chercheur-Doctorant